

Bosnie : ce que l'Europe peut faire

Par **WOLFGANG PETRITSCH**
Ambassadeur
d'Autriche auprès
de l'OCDE
et **CHRISTOPHE SOLIOZ**
Secrétaire
général
du Center
for European
Integration
Strategies (CEIS)
à Genève

Le 3 octobre ont eu lieu en Bosnie-Herzégovine les septièmes élections générales depuis l'instauration du système pluripartite en 1990. Si le parti social démocratique indépendant (SNSD) de Milorad Dodik confirme son hégémonie en Republika Srpska, le parti social-démocrate (SDP) fête une victoire historique dans la Fédération croato-bosniaque, soit l'autre entité constitutive du pays. Le retour aux affaires du SDP, un parti en faveur des réformes institutionnelles et de l'intégration européenne, représente un espoir pour l'avenir du pays. Les nouveaux élus ont maintenant la redoutable tâche de former une coalition et un nouveau gouvernement à même de sortir leur pays d'une crise sans pareille depuis la fin de la guerre il y a quinze ans. Qu'est-ce qui a pu mener ce pays au bord de l'implosion ? Et comment sortir la Bosnie de cette impasse ?

Les carences de l'accord de Dayton (1995), entérinant l'existence de deux entités et privilégiant une excessive décentralisation au détriment du pouvoir central, apparaissent plus que jamais au grand jour. Bouée de sauvetage à l'origine, cet accord est devenu une camé-

L'adhésion à l'UE n'est pas à l'ordre du jour, mais, alors que l'on envisage celle de la Croatie et de la Serbie, il serait inadmissible de laisser la Bosnie sur le bas-côté.

ficace jusqu'en 2005, il a depuis perdu toute crédibilité. Le manque de coordination et de cohésion est à l'origine des multiples erreurs commises. Les errances de la communauté internationale n'expliquent cependant pas à elles seules le fiasco actuel.

Depuis 2006, l'opposition viscérale entre Milorad Dodik (Premier ministre de l'«entité serbe») et Haris Silajdzic (membre bosniaque non réélu de la présidence tripartite au niveau de l'Etat) a pris en otage la scène politique et empêché tout processus de réforme. Arc-bouté sur une Republika Srpska fonctionnelle, une fortune personnelle et le soutien complaisant de

Belgrade, Dodik joue les provocateurs. Bien que soupçonné d'être en relation directe avec le monde du crime organisé, il échappe à la justice et ne se prive pas de critiquer de manière méprisante les Bosniaques, de braver systématiquement les prérogatives du pouvoir central, et de défier – lorsqu'il ne le ridiculise pas – le OHR.

Face à une entité «serbe» centralisée et fonctionnelle, la fédération composée de dix cantons se trouve en crise. Les tensions entre Croates et Bosniaques minent un espace politique fragmenté, une administration aussi pléthorique que dysfonctionnelle paralyse tout processus de décision, enfin, malgré un certain potentiel économique, les comptes sont dans le rouge. Si le pays risque d'imploser, c'est avant tout à cause d'une fédération au bord de la rupture courant à la faillite. Rien de nouveau en fait, cela se sait en hauts lieux depuis 2005. Il faut se mettre enfin au travail et songer à réformer la fédération avant d'envisager des réformes constitutionnelles à l'échelon supérieur.

Dans un tel contexte, il faut oser le changement. Premièrement, la communauté internationale, plus particulièrement les pays membres de l'UE, doivent se montrer plus unis et cohérents. D'où le nécessaire alignement des différentes politiques menées actuellement en Bosnie ; ceci au profit d'une approche commune basée sur le long terme et faisant autorité. Il est piquant de constater qu'entre-temps la Turquie occupe intelligemment le terrain : ce pays s'est engagé depuis plusieurs années avec détermination dans une politique centrée notamment sur l'amélioration des relations de la Bosnie avec ses voisins – la Croatie et la Serbie. La Turquie a gagné en visibilité et en respect ; cela se sait et l'exemple mérite d'être suivi.

Deuxièmement, la communauté internationale doit engager rapidement avec les autorités nouvellement élues un partenariat fondé sur une responsabilité partagée et un agenda convainquant. Le partenaire bosnien doit être clairement désigné et responsabilisé. Nous ne songeons pas ici à la présidence tripartite qui devrait être cantonnée à un rôle essentiellement honorifique, mais au conseil des ministres qui recevrait ainsi plus de poids. Dans un premier temps, un tel

partenariat s'attacherait à la mise en œuvre d'un programme national de réformes ciblant les mesures liées à la fermeture du OHR et à l'adhésion à l'UE. Pas de révolution, mais un train de mesures centrées sur des objectifs réalistes. L'adoption des multiples normes européennes contribuera à forger progressivement un consensus aujourd'hui totalement absent entre les acteurs d'un espace politique fragmenté. Il faut être réaliste, les changements constitutionnels et autres réformes d'ampleur, nécessaires aussi bien au niveau de l'Etat que de la fédération croato-bosniaque viendront plus tard et ne pourront être imposés de l'extérieur.

Troisièmement, il importe de prendre en compte le fait que l'adhésion n'est pas à l'ordre du jour. Alors que l'on envisage aujourd'hui celle de la Croatie et de la Serbie, il serait cependant inadmissible de laisser la Bosnie sur le bas-côté. La mise en place du service diplomatique européen doit accorder une attention particulière aux Etats fragiles que sont la Bosnie et le Kosovo. La nomination d'un haut représentant pour les Balkans, mesure actuellement envisagée par Catherine Ashton, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, faciliterait certainement la mise en œuvre de mesures spécifiques en faveur de ces pays – notamment dans les domaines de l'économie, de l'agriculture et de l'éducation.

Quatrièmement, au nom de la coopération régionale – critère d'adhésion à l'UE pour les pays des Balkans occidentaux – la Bosnie pourrait, avec ses Etats voisins, prendre l'initiative de créer un espace économique de l'Europe du Sud-Est. Sur le modèle de l'Espace économique européen des années 90, un tel organisme garantirait aux pays concernés la participation au processus d'intégration économique de l'UE. Au-delà des intérêts économiques évidents, le poids politique des Balkans occidentaux se verrait ainsi renforcé et le processus d'adhésion s'en trouverait facilité. Un tel programme, consolidant l'Etat et assurant son intégration progressive à l'UE, peut sortir la Bosnie de l'impasse.

Christophe Solioz a publié : «Retour aux Balkans», L'Harmattan, 2010.